



IDÉES/

Le gouvernement Philippe ou l'espéranto de l'entreprise

Il y a peu de chefs d'entreprise purs dans la nouvelle équipe du Premier ministre mais bien une société civile très entrepreneuriale. Nombre d'entre eux maîtrisent autant la langue politique que celle de l'Etat et du monde économique. Un idéal entrepreneurial ?

Le nouveau gouvernement Philippe est depuis sa formation l'objet de multiples expertises quant à ses caractéristiques les plus significatives. Il y a plusieurs manières de rechercher celles d'une telle équipe.

Sociographie du personnel politique

La composition du gouvernement a ainsi été scrutée dans ses principales caractéristiques socio-démographiques – sexe, origine sociale, diversité, renouvellement générationnel et politique, purs professionnels, poids des ministres issus de tel ou tel parti politique, voire le nombre inédit d'écrivains parmi ces ministres (qu'il s'agisse de romans, policiers ou non, d'essais ou de livres militants). La part très significative de la société dite civile a été mise en exergue même si l'on ne se donne plus la peine d'explicitier de quoi il s'agit, contrairement à la une de *Libération* du 20 juillet 1988 lors du premier gouvernement ouvert à la dite société civile: «Dis maman, c'est quoi la société civile?» Si l'on accepte une définition lâche, – non-politiques versus professionnels de tous partis –, ces «civilisés» sont en fait des experts qui ont mérité leur réputation dans leur activité (médecins, sportifs, universitaires, gestionnaires d'entreprise ou d'association – mais aucun syndicaliste). Des représentants d'une société triée, qui n'est pas la société tout court, puisque l'immense majorité des ministres sont diplômés voire très diplômés, même s'ils sont issus de classes moyennes ou populaires pour certains d'entre eux.

Les patrons au pouvoir ?

Emmanuel Macron a été présenté comme ex-banquier et d'aucuns pensaient que ses ministres allaient être liés aux milieux d'affaires. Les ambassadeurs d'En marche provenaient, beaucoup plus que les actuels ministres, des mondes de l'entreprise sous toutes ses formes : grande entreprise familiale (Françoise Holder), petite entreprise (Patrick Toulmet), économie sociale (Jean-Marc Borello) ou start-up (Axelle Tessandier). Quelques grands patrons avaient soutenu Macron comme l'ancien président de l'Afep [Association française des entreprises privées, ndlr], Pierre Pringuet.

Pour mettre en œuvre la trilogie macronienne qui fonde en pratique l'agenda gouvernemental – «Le travail sera libéré. Les entreprises seront soutenues. L'initiative sera encouragée» –, des chefs d'entreprise auraient pu être les bienvenus dans des postes ministériels.

Or, il y a peu de chefs d'entreprise purs dans le gouvernement (Mounir Mahjoubi) et les chiffons rouges suggérés dans les médias, Thierry Breton, Bruno Bonnell voire Christine Lagarde ou Laurence Parisot, ont été évités. Que l'on appelle cela libéralisme, politique de l'offre, ou non, peu importe, la politique économique du nouveau président et de son équipe repose sur la neutralisation d'un mot : l'entreprise. Il y a en ce sens un accord entre les entrepreneurs et les soutiens du président pour affirmer que c'est l'entreprise qui est la source des richesses, qu'une entreprise n'est ni de droite ni de gauche, qu'elle est bien ou mal gérée et que la richesse ne se distribue qu'après avoir été créée.

Il s'agit là d'une sorte de saint-simonisme pratique, comme le disait Gérard Collomb à un important chef d'entreprise lyonnais : «Vous savez, moi, je ne suis pas socialiste, je suis saint-simonien.» Les énergies doivent être libérées, les conservatismes de tous bords combattus. Les mots de l'entreprise fe-

Il y a un accord entre les entrepreneurs et les soutiens du président pour affirmer que c'est l'entreprise qui est la source des richesses, qu'une entreprise n'est ni de droite ni de gauche, qu'elle est bien ou mal gérée et que la richesse ne se distribue qu'après avoir été créée.

Par
MICHEL OFFERLÉ



DR

Professeur à l'ENS. Il a dirigé *la Profession politique XIX^e-XXI^e siècles* (Belin Alpha poche, 2017) et *Patrons en France* (La Découverte, 2017).



ront florès et les transferts managériaux dans la gestion de l'Etat et de la société amplifieront les formes plus anciennes de *New Public Management*. Cela se fera sans doute avec agilité.

Des polyglottes

Si l'on regarde en effet en nuances les parcours des divers ministres, experts ou politiques, une de leurs caractéristiques est la maîtrise de «l'espéranto de l'entreprise». Pierre Gattaz ne s'y est pas trompé en recherchant derrière l'énarque maire du Havre un homme qui avait une expérience d'entreprise, puisqu'il a participé à un grand cabinet d'affaires états-unien et avait été directeur des affaires publiques chez Areva. Par ailleurs, le secrétaire général de l'Elysée est certes un énarque mais passé par l'Essec, un trésorier qui est allé au FMI, est passé par un cabinet avant d'exercer quelques mois dans le privé. Ce qui frappe en regardant les parcours ministériels, c'est pour beaucoup d'entre eux leur plasticité et leurs «compétences linguistiques». Il ne s'agit pas du maniement de langues étrangères, mais de la maîtrise de la langue politique, celle de l'Etat et celle de l'entreprise. Une sorte d'espéranto entrepreneurial ressortissant du monde de l'économie. Une société civile entreprenante, que des mobilisations dans les milieux économi-

ques appellent de leurs vœux pour régénérer la classe politique.

Beaucoup de «polyglottes» ont été intégrés, mais non pas Anne-Marie Idrac qui cohabitait toutes les cases macroniennes (haute administration, politique parlementaire, politique partisane, entreprises publiques, mondes de l'entreprise privée). Elisabeth Borne, Muriel Pénicaud et Jean-Michel Blanquer en sont désormais proches. Ces polyglottes peuvent avoir des diplômes de gestion, être passés par des carrières plurielles alliant gestion d'entreprise publique et / ou privée ou d'administrations. Gérard Collomb apparaît comme un pur politicien mais sa gestion lyonnaise depuis 2001 («Lyon ville de l'entrepreneuriat») repose sur une alliance avec les élites économiques. Nicolas Hulot est un entrepreneur de l'écologie et Françoise Nyssen est femme de culture et aussi une cheffe d'entreprise. Laura Flessel gère ses droits à l'image. Sophie Cluzel est d'abord une militante associative, passée par Sup de Co Marseille. Christophe Castaner et Richard Ferrand ont aussi des références dans le privé.

Alors les macroniens, suppôts subtils du capital ou chantres renouvelés de grammaires entrepreneuriales plurielles? Ces grammaires des entreprises sont-elles compatibles entre elles? Et sont-elles compatibles avec celles de la société française? ◆